



DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES  
ARRONDISSEMENT DE BAYONNE

**VILLE de BIDART**

**ARRÊTÉ N° 2014/509**

Services Techniques

**Objet : Arrêté portant interdiction temporaire  
de la circulation Rue de la Plage**

**Le Maire de la Ville de Bidart,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** les pouvoirs de Police du Maire,

**VU** l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

**CONSIDÉRANT** que durant les travaux de réparation des enrochements après le passage des tempêtes et des vagues-submersion de l'hiver 2014, il convient de réglementer temporairement la circulation Rue de la Plage,

**ARRÊTE**

**Article 1** – Du **lundi 3 novembre 2014 au vendredi 19 décembre 2014 inclus**, l'accès et la circulation sur la Rue de la Plage seront interdits à tout véhicule.

**Article 2** – L'entreprise **SOBAMAT**, en charge des travaux, aura à sa charge la mise en place et la maintenance de la signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

**Article 3** – Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

**Article 4** – Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5** – Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 6** – Une notification du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'entreprise **SOBAMAT**,
- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Brigadier chef Principal de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire de la Police Nationale de BIARRITZ.

lesquels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à BIDART, le 22 octobre 2014

Le Maire

**Emmanuel ALZURI**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa transmission au représentant de l'État. Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux.